



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAFRAN ADDITIVE MANUFACTURING CAMPUS**

Rue de Touban  
33185 Le Haillan

Références : 26-143  
Code AIOT : 0003105140

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SAFRAN ADDITIVE MANUFACTURING CAMPUS implanté Rue de Touban 33185 Le Haillan. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAN ADDITIVE MANUFACTURING CAMPUS

- Rue de Touban 33185 Le Haillan
- Code AIOT : 0003105140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAFRAN ADDITIVE MANUFACTURING CAMPUS est une filiale du groupe SAFRAN. La spécialité de cette filiale est la fabrication additive. Cette technique innovante de fabrication est inspirée de l'impression 3D. Elle permet de fabriquer des pièces couche par couche à l'inverse des méthodes de fabrication classiques où les pièces s'obtiennent par soustraction de matière. Cette usine a pour activité des programmes de recherche et de développement, ainsi que la production de composants notamment aéronautiques en fabrication additive.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks de produits chimiques est consultable en temps réel via l'outil de gestion dédié. L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits. Ces produits disposaient de leur FDS à jour. Les produits chimiques présentant des mentions de danger sont stockés sur des dispositifs de rétention adaptés et les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à leur manipulation étaient disponibles.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'outil informatique REACHING est utilisé pour l'inventaire des produits chimiques, avec intégration des fiches de données de sécurité (FDS) associées. Il permet la gestion des FDS ainsi que le suivi de leurs mises à jour. Cet outil est déployé au niveau du groupe SAFRAN et est alimenté par l'ensemble des sociétés du groupe ou via la plateforme Quick FDS qui en assure l'actualisation. L'outil précise également les emplacements de stockage des produits chimiques sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits : Acide chlorhydrique 35% GPR RECTAPUR et DECOLNET 650 ML. Les FDS correspondantes sont disponibles dans l'outil REACHING. Elles sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2023 et en 2025. Chaque agent dispose de ses propres équipements de protection individuelle (EPI). Des EPI sont également disponibles à proximité des zones de stockage et d'utilisation si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Les produits en attente d'utilisation sont entreposés dans la salle TTS, au sein d'une zone de stockage dédiée, sécurisée, grillagée et fermée à clé. Tous les produits sont stockés sur rétention. Les liquides inflammables sont, quant à eux, stockés dans une armoire spécifique, équipée de dispositifs de rétention adaptés.</p> <p>L'inspection a vérifié le stockage sur rétention des 2 produits examinés, l'acide chlorhydrique 35% GPR RECTAPUR et le DECOLNET 650 ML dans les zones d'utilisation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Les produits entreposés dans l'atelier TTS sont répartis sur rétention en fonction de leurs caractéristiques. Le jour de l'inspection, chaque type de produit possédait sa propre rétention. Les consignes de stockage sont affichées à l'entrée de la zone.</p> <p>Dans les zones d'utilisation (atelier/laboratoire), les produits sont rangés sur rétention, dans des armoires dédiées. L'acide chlorhydrique 35% GPR RECTAPUR, utilisé uniquement au laboratoire chimie, dans une armoire dédiée aux acides, sous clefs, avec une tenue du volume des stocks</p>

spécifique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks en temps réel issus de l'outil de gestion utilisé sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite